



**Convention sur l'élimination
de toutes les formes de
discrimination à l'égard
des femmes**

Distr.
LIMITÉE

CEDAW/SP/1994/L.3
7 février 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RÉUNION DES ÉTATS PARTIES À LA CONVENTION SUR
L'ÉLIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE
DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES FEMMES
Septième Réunion
New York, 7 février 1994

LETTRE DATÉE DU 7 FÉVRIER 1994, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
PAR LE CHARGÉ D'AFFAIRES PAR INTÉRIM DE LA MISSION PERMANENTE
DE LA YOUGOSLAVIE AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'un aide-mémoire daté du 7 février 1994 que le Gouvernement de la République fédérative de Yougoslavie a adressé au sujet de la participation de la délégation yougoslave à la septième Réunion des États parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la septième Réunion des États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

L'Ambassadeur,

Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Dragomir DJOKIĆ

ANNEXE

Aide-mémoire du Gouvernement de la République fédérative de Yougoslavie
(Serbie et Monténégro), en date du 7 février 1994

Depuis que l'Assemblée générale a adopté la résolution 47/1, le 22 septembre 1992, certaines organisations internationales et institutions spécialisées ont pris des décisions arbitraires concernant la participation de la République fédérative de Yougoslavie à leurs travaux.

De telles décisions sont totalement dénuées de fondement et contraires à l'esprit comme à la lettre de ladite résolution de l'Assemblée, qui se borne à exclure la République fédérative de Yougoslavie de ses travaux. Cette interprétation a été clairement confirmée par le Conseiller juridique, qui a indiqué (voir A/47/485) que "la résolution ne met[tait] pas fin à l'appartenance de la Yougoslavie à l'Organisation et ne la suspend[ait] pas" et "[qu'elle] n'enlève[ait] pas à la Yougoslavie le droit de participer aux travaux des organes autres que ceux de l'Assemblée".

Selon un autre avis du Conseiller juridique de l'Organisation des Nations Unies, daté du 16 novembre 1993, le statut de la Yougoslavie en tant que partie à des traités ne se trouve pas modifié par l'adoption de la résolution 47/1 de l'Assemblée générale.

Pour sa part, la République fédérative de Yougoslavie a déclaré sans équivoque qu'elle assumait la continuité de la personnalité étatique, internationale, juridique et politique, de l'ancienne République fédérative socialiste de Yougoslavie, et qu'elle respecterait strictement toutes les obligations internationales souscrites par la République fédérative socialiste de Yougoslavie.

La délégation de la République fédérative de Yougoslavie participe régulièrement aux réunions des États parties à diverses conventions internationales.

Or, à l'actuelle septième Réunion des États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, certains États parties contestent le droit de la Yougoslavie de participer à ladite Réunion.

Le Gouvernement de la République fédérative de Yougoslavie est fermement convaincu que cette position est sans fondement aucun et totalement inacceptable pour les raisons suivantes :

a) Elle n'est pas conforme aux dispositions de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ni au règlement intérieur de la Réunion des États parties;

b) La résolution 47/1 de l'Assemblée générale ne modifie en aucune façon le statut de la République fédérative de Yougoslavie en tant que partie à la Convention;

/...

c) La République fédérative de Yougoslavie a clairement manifesté son intention de respecter scrupuleusement les obligations qui découlent de la Convention et de collaborer avec le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes;

d) La délégation de la République fédérative de Yougoslavie a été officiellement invitée à participer à la Réunion des États parties, ce pour quoi elle a dûment présenté des pouvoirs en bonne et due forme.

Le Gouvernement de la République fédérative de Yougoslavie tient à appeler l'attention des États parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes sur le fait qu'un tel comportement, qui est dénué de fondement juridique et inspiré par des considérations politiques, risque de créer un dangereux précédent en ce qui concerne le statut des États parties à la Convention et de poser de sérieux obstacles à sa mise en oeuvre.

Il va de soi, en effet, qu'en déniaut à la République fédérative de Yougoslavie son droit légitime de participer à la Réunion des États parties, on la libère, du même coup, des obligations découlant de la Convention. En d'autres termes, la Yougoslavie ne serait plus tenue d'appliquer les dispositions de la Convention.

Le Gouvernement de la République fédérative de Yougoslavie tient à préciser qu'il est pleinement disposé à respecter toutes les obligations qu'il a souscrites en tant qu'État partie à la Convention et compte participer en cette qualité aux réunions des États parties.

La responsabilité de toute décision visant à l'en empêcher devra être assumée par les États parties qui ont pris l'initiative de la décision ou qui lui ont apporté leur soutien.

La Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes appartient à la catégorie des traités erga omnes et vise à protéger les femmes contre toute forme de discrimination. Toute décision tendant à exclure la Yougoslavie des travaux du Comité irait donc totalement à l'encontre de ce noble objectif, puisqu'elle constituerait une discrimination contre un État partie pleinement disposé et résolu à respecter ses engagements et à appliquer la Convention.
